

Comparaisons internationales

Après un début d'année encore marqué par la crise sanitaire, notamment en Europe, l'activité économique se redresserait dans les principales économies européennes et poursuivrait sa reprise aux États-Unis et en Chine. En avril, les indicateurs d'activité de court terme continuent leur progression vers leur niveau d'avant-crise, voire le dépassent : les ventes au détail sont particulièrement allantes dans les pays anglo-saxons. L'allègement des restrictions sanitaires amorcé au printemps dans la plupart des pays relancerait la consommation, qui se rapprocherait progressivement de son niveau d'avant-crise en Europe alors qu'elle l'a déjà rejoint aux États-Unis. En moyenne sur l'année 2021, les PIB des principaux pays européens rebondiraient : entre 3,5 % en Allemagne et 6,0 % en France, et davantage encore au Royaume-Uni (+6,3 %) et aux États-Unis (+6,7 %). La reprise de l'activité pourrait toutefois s'accompagner de tensions inflationnistes en 2021.

Au premier trimestre 2021, l'activité dépendait encore largement des conditions sanitaires

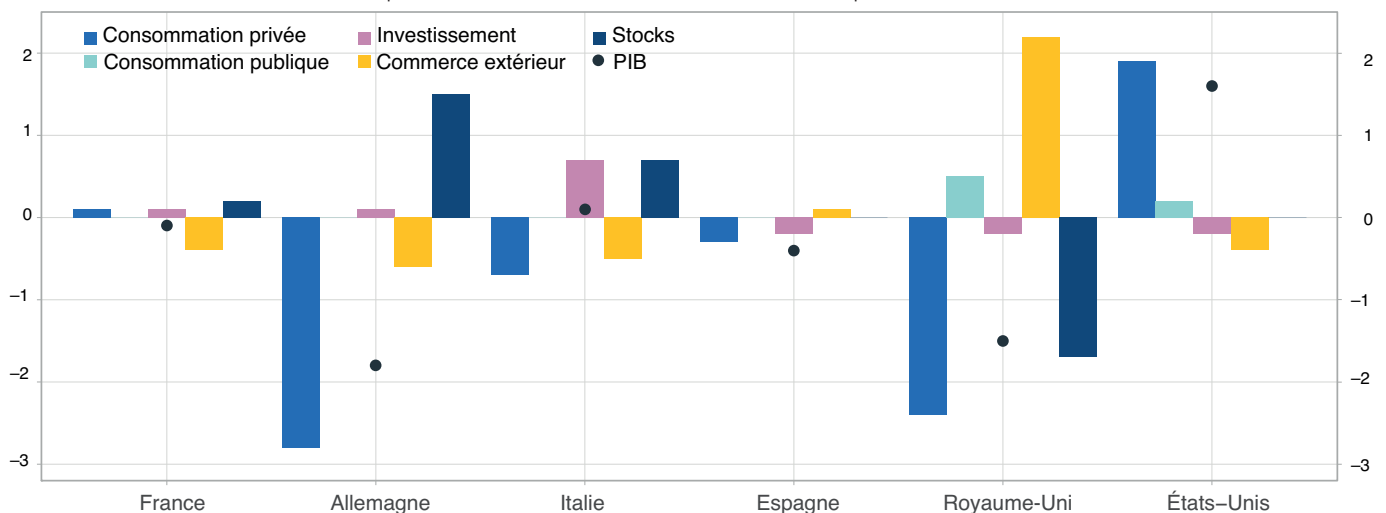
Après une année 2020 où l'activité économique a nettement reculé dans la plupart des pays, le premier trimestre 2021 a été encore fortement affecté par l'épidémie. L'activité a reculé modérément en France et en Espagne (-0,1 % et -0,4 % respectivement) et plus nettement en Allemagne (-1,8 %) et au Royaume-Uni (-1,5 %). En raison des restrictions sanitaires, notamment sur l'ouverture des commerces, la consommation privée a pesé négativement (► **figure 1**), en particulier dans les pays confinés pendant tout

le premier trimestre (contribution de -2,8 points en Allemagne et de -2,4 points au Royaume-Uni), et dans une moindre mesure dans les autres pays européens. Le regain d'investissement en Italie (contribution de +0,7 point) permet à la péninsule d'être le seul des grands pays européens à éviter un recul de l'activité (+0,1 % au premier trimestre 2021). Au Royaume-Uni, le commerce extérieur a toutefois contribué positivement à la croissance (+2,2 points) : la mise en application du Brexit a provoqué un recul des importations après des effets de stockage en 2020 (contribution des stocks de -1,7 point au premier trimestre). Aux États-Unis, l'allègement des restrictions dès le mois de mars et les aides versées aux ménages ont permis à la consommation de soutenir la croissance de l'activité, en hausse de +1,6 % au premier trimestre.

En écart à son niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019), l'activité des principales économies occidentales se présentait au premier trimestre 2021 en ordre dispersé. En zone euro, l'Espagne et l'Italie se trouvaient toujours très en deçà de leur niveau d'avant-crise (-9,3 % et -6,4 % respectivement) tandis que l'activité était un peu moins déprimée en Allemagne ou en France (-5,0 % et -4,7 % respectivement). En Espagne, en Italie ou en France, les pertes d'activité au premier trimestre résultaient surtout des secteurs directement affectés par les mesures de restrictions (hébergement-restauration, services de transport, activités de loisirs...). En Allemagne, où le poids de ces secteurs est moindre, l'industrie contribue fortement à l'écart d'activité au niveau d'avant-crise (► **encadré**).

► 1. Au premier trimestre 2021, les évolutions de l'activité ont été contrastées dans les principales économies occidentales

variation trimestrielle du PIB en volume au premier trimestre 2021, en %, et ses contributions en points de %



Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, Bureau of Economic Analysis

En zone euro, les secteurs du commerce, du transport et de l'hébergement-restauration contribuent le plus à la perte d'activité par rapport à l'avant-crise

Au premier trimestre 2021, les secteurs du commerce, des services de transport et de l'hébergement et restauration continuaient de peser fortement sur la valeur ajoutée dans les quatre principales économies de la zone euro (► **figure 2**). C'était le cas en Espagne et en Italie (contributions respectives de -4,8 points et -3,6 points à la variation de la valeur ajoutée totale entre le quatrième trimestre de 2019 et le premier de 2021) en raison de fortes restrictions mais aussi du poids important de ces secteurs. La contribution de ces secteurs était moindre en France (-2,9 points) et en Allemagne (-1,3 point). En Allemagne notamment, les secteurs du commerce, des services de transport et de l'hébergement et restauration ont été moins affectés par les restrictions depuis le début de la crise, expliquant en partie un écart à l'avant-crise plus faible que dans les autres pays au premier trimestre 2021 ; et le poids de ces secteurs y est également moins important. Les services aux ménages, qui comprennent les activités de loisirs, pèsent eux aussi nettement dans les quatre principales économies de la zone euro, surtout en Espagne. Les différences entre pays ne viennent pas du poids de ce secteur, similaire dans ces quatre économies, mais de la nature des restrictions imposées.

Moins affectée par les restrictions sanitaires, l'industrie a néanmoins pesé sur l'écart d'activité à l'avant-crise, surtout en Allemagne (-1,3 point) en raison de son poids important dans l'économie. Il s'agit du deuxième secteur contribuant le plus à la perte d'activité allemande, alors qu'il est le troisième en France et en Italie et le quatrième en Espagne.

Par ailleurs, certains secteurs ont contribué positivement à l'écart d'activité par rapport à l'avant-crise. C'est le cas des services non marchands (contribution de +0,8 point en Espagne, plus faible en France). En Italie, la construction a également contribué positivement (+0,3 point), alors que ce secteur restait sous son niveau d'avant-crise en France et en Espagne (contribution respective de -0,6 et -1,1 point). ●

► 2. Au premier trimestre 2021, les secteurs du commerce, du transport et de l'hébergement-restauration contribuent le plus à la perte d'activité par rapport à l'avant-crise

écart de la valeur ajoutée totale par rapport au quatrième trimestre 2019 en % et contribution des secteurs en points de %



Note : les « autres services » comprennent les services aux entreprises, les services d'information et communication, les services financiers et les services d'assurance et immobiliers. Les « services aux ménages » comprennent notamment les activités de loisir.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE

En avril et mai, les ventes au détail ont suivi des trajectoires contrastées, au gré des restrictions sanitaires

Au mois d'avril, la demande a évolué de façon dispersée selon les pays, continuant de refléter l'intensité des restrictions sanitaires en vigueur : les ventes au détail ont ainsi chuté en France et en Allemagne, respectivement de 6,0 % et 5,5 % (► **figure 3**). En Espagne et en Italie, où la situation sanitaire n'a pas beaucoup évolué en avril, les ventes au détail ont stagné, toujours bridées par des restrictions sporadiques. À l'inverse, le déconfinement au Royaume-Uni a favorisé la demande, et les ventes au détail se sont envolées en avril (+9,1 %). Elles ont légèrement décliné en mai, mais restaient à +8,8 % au-dessus de leur niveau d'avant-crise. L'indicateur de dépenses par carte bancaire fourni par l'ONS a progressé

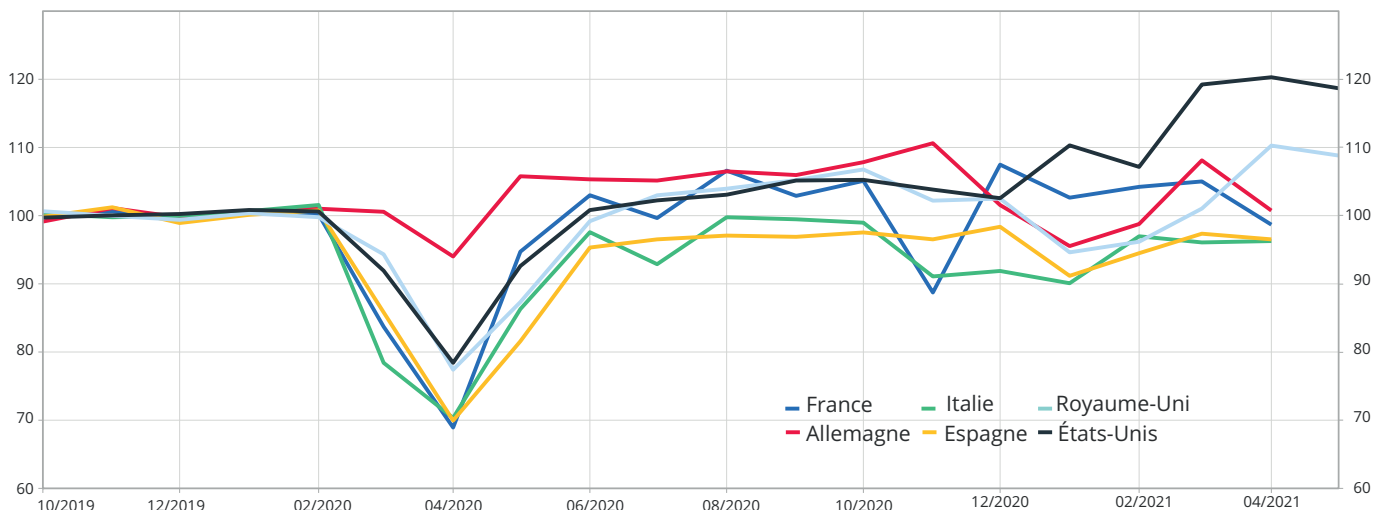
de +6,1 % en mai au Royaume-Uni. Aux États-Unis, les ventes au détail ont vivement progressé en janvier et en mars, sous l'effet tout à la fois de moindres restrictions et d'une demande dynamisée par le stimulus budgétaire. Elles se sont stabilisées en avril et ont légèrement reculé en mai (-1,3 %), probablement en raison de pénuries, mais restaient à +18,7 % par rapport à leur niveau d'avant-crise

La production industrielle a poursuivi sa lente progression vers son niveau d'avant-crise

Du côté de l'offre, la production industrielle a crû à un rythme modéré en avril et restait sous son niveau d'avant-crise dans les principaux pays occidentaux (► **figure 4**). L'IPI s'est repris légèrement en Espagne et aux États-Unis, après les difficultés du début d'année.

► 3. En avril, les ventes au détail ont évolué de façon dispersée selon les pays, reflétant les restrictions sanitaires alors en vigueur

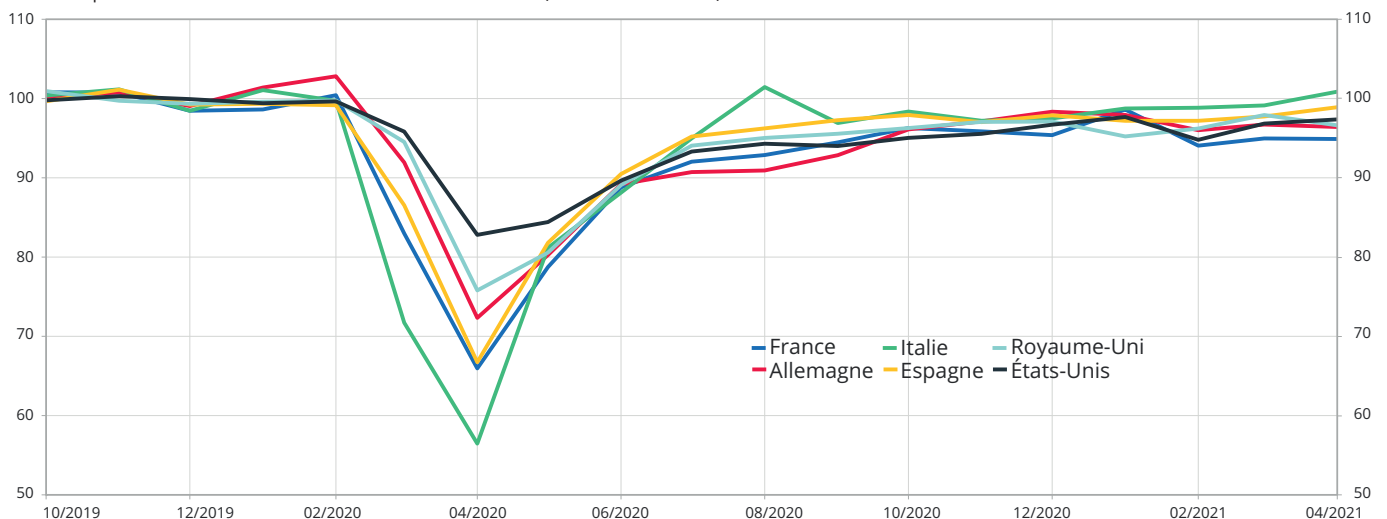
ventes au détail en niveau (base 100 = T4 2019)



Source : Eurostat, ONS, Census Bureau

► 4. La production industrielle se rapproche progressivement de son niveau d'avant-crise

indice de production industrielle hors construction en niveau (base 100 = T4 2019)



Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, Federal Reserve Board

Conjoncture internationale

Si la production industrielle était globalement peu affectée par les restrictions sanitaires au printemps, certains secteurs comme l'automobile ont fait face à des problèmes d'approvisionnement. En France et en Allemagne, la production a ainsi stagné à des niveaux inférieurs à l'avant-crise en avril (respectivement -3,6 % et -5,5 %). Elle s'est un peu repliée au Royaume-Uni (-1,3 % entre mars et avril), à cause d'opérations de maintenance des puits pétroliers. La production italienne a quant à elle dépassé son niveau d'avant-crise (+0,8 % au-dessus du quatrième trimestre 2019, grâce à une progression de +1,8 % en avril).

Les échanges européens reprennent à des rythmes divers, entre le stimulus budgétaire américain et le *Brexit*

Du côté du commerce extérieur, les échanges de biens ont repris à des rythmes variables en 2021 (► **figure 5**). Aux États-Unis, le stimulus budgétaire a particulièrement dopé la consommation, creusant ainsi la balance commerciale : en avril, les importations de biens dépassaient leur niveau d'avant-crise de +11 %, contre +6 % pour les exportations de biens. En zone euro, les importations de biens ont dépassé leur niveau d'avant-crise en avril, sauf en France. En Allemagne, en Italie et en Espagne, elles se situaient entre +4 % et +6 % par rapport à 2019. Les exportations espagnoles sont les plus dynamiques (+11 % par rapport à l'avant-crise), et en Italie, les exportations ont autant repris que les importations (+6 %). En revanche, en Allemagne, les exportations de biens sont plus en retrait : en avril elles ont tout juste dépassé leur niveau de 2019. En France, les importations sont également plus dynamiques que les exportations de biens, mais la reprise des échanges est plus poussive. La relative timidité des exportations en France et en Allemagne renvoie aux difficultés du

secteur des machines et matériels de transport depuis le début de la crise, alors que les importations de biens ont pu bénéficier du maintien de la production des entreprises, malgré les restrictions.

Enfin, au Royaume-Uni, la reprise des échanges de biens, déjà plus timide qu'ailleurs avant fin 2020, a été interrompue par l'entrée en vigueur du *Brexit* : les importations et les exportations de biens ont fortement chuté en janvier 2021, avant de rebondir. Ce rebond ne compense toutefois pas le retard accumulé : les flux de biens, entrants comme sortants, étaient en retrait de -16 % par rapport à leur niveau moyen de 2019 en avril.

L'allègement des restrictions sanitaires s'est poursuivi en Europe et aux États-Unis au cours du deuxième trimestre 2021

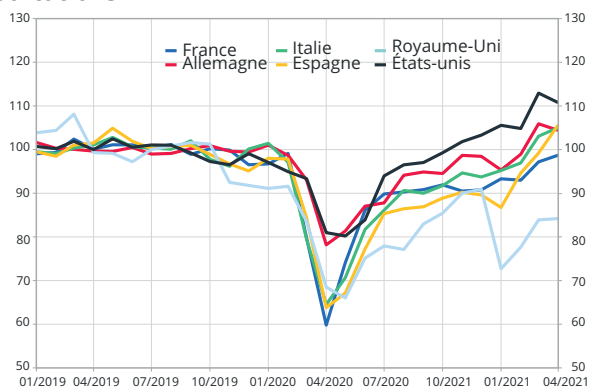
En Europe, comme aux États-Unis, la situation sanitaire s'améliore depuis avril-mai. Les allègements de restrictions sanitaires, amorcés à la fin du premier trimestre dans la plupart des pays, se sont poursuivis, principalement traduits par la réouverture des commerces « non essentiels », des bars et restaurants et des lieux récréatifs et sportifs ; les grands rassemblements sont en revanche restés encore limités.

En Angleterre, les commerces « non essentiels », les terrasses des bars et restaurants et les activités culturelles et sportives ont rouvert dès le 12 avril (► **figure 8**). Seules certaines régions écossaises maintiennent davantage de restrictions. La dernière étape du déconfinement a toutefois dû être reportée en raison de craintes quant à l'évolution d'un variant. En Italie, l'ensemble du territoire est passé en zone blanche fin avril-début mai, permettant la réouverture des bars et restaurants sans limitation horaire à l'extérieur comme à l'intérieur. En Espagne, l'état d'urgence sanitaire a pris fin le 9 mai dans toutes les régions : les bars, les restaurants et les

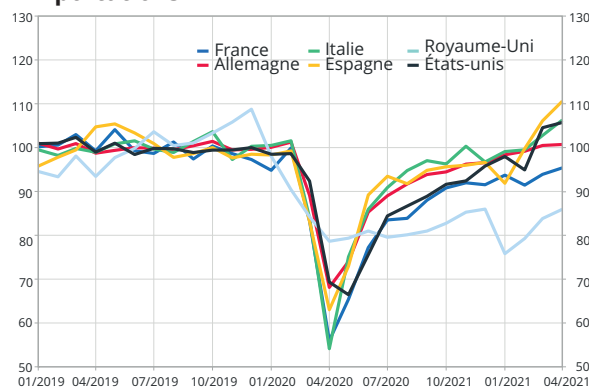
► 5. En zone euro, les échanges de biens reprennent plus vite qu'au Royaume-Uni, mais moins qu'aux États-Unis

commerce de biens, en valeur, cvs, base 100 = moyenne 2019

Importations



Exportations



Lecture : en avril 2021, les exportations de biens américaines étaient supérieures de +11 % à leur niveau moyen de 2019.

Source : Douanes françaises, Bundesbank, Istat, Ministère de l'économie espagnol, ONS, Bureau of economic analysis

La reprise se traduit dans certains secteurs et certains pays par des signes de surchauffe, sans doute en partie ponctuels

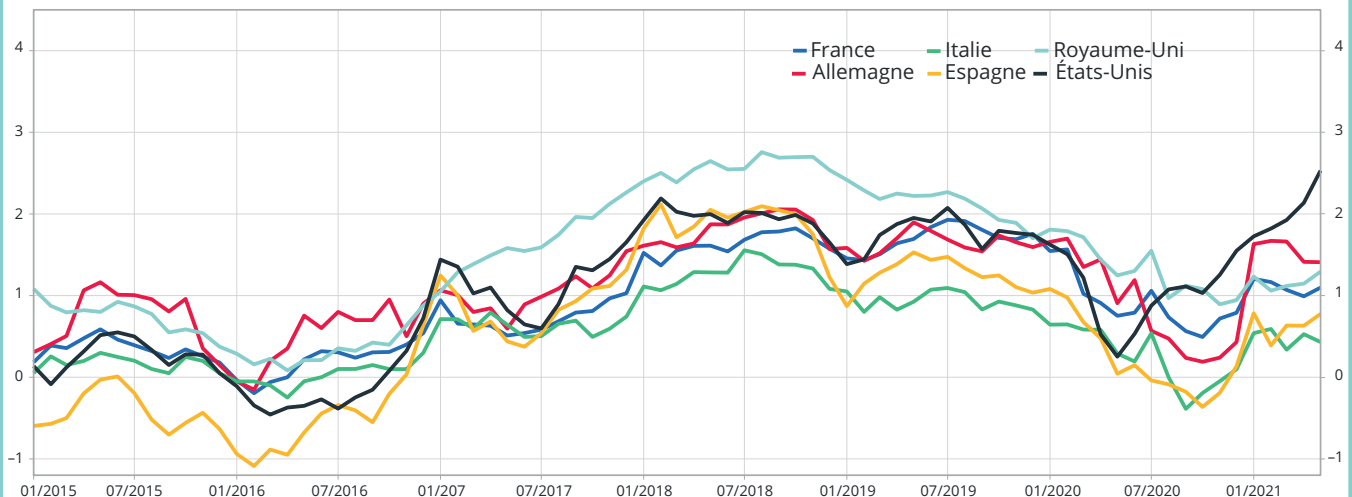
Après avoir chuté en 2020 dans les principales économies occidentales, les prix à la consommation sont désormais en hausse (► **figure 6**), à des rythmes toutefois variables. Aux États-Unis, la hausse a été la plus marquée, l'inflation s'élevait en mai à +5,0 % et le taux annualisé¹ sur deux ans de l'indice des prix à la consommation harmonisée (IPCH) à +2,5 %, notamment en raison de la reprise de la consommation et des aides aux ménages versées par les plans de relance successifs. En Europe, la remontée des prix a d'abord été la plus importante en Allemagne, en particulier au premier trimestre après la fin de la baisse temporaire de la TVA décidée exceptionnellement jusqu'au 31 décembre 2020 (+1,7 % en mars), avant de diminuer légèrement. La hausse a été plus tardive en France et au Royaume-Uni (IPCH annualisé sur deux ans à +1,1 % et + 1,3 % en mai), et elle demeure encore plus faible dans les pays du Sud de l'Europe (+0,8 % en Espagne et +0,4 % en Italie en mai).

Des tensions inflationnistes existent cependant, en particulier aux États-Unis (prix à la consommation sous-jacents en forte hausse portés par le prix des voitures d'occasion) et dans une moindre mesure en Allemagne. La réouverture de secteurs dont les prix s'étaient dépréciés, des pénuries sans doute temporaires, des goulets d'étranglement au niveau de la production ou encore des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement ont ainsi pu affecter le niveau des prix au printemps 2021.

Des difficultés de recrutement des entreprises ont pu également apparaître dans certains pays, en raison du manque de main-d'œuvre dans certains secteurs. C'est le cas aux États-Unis où 57 % des entreprises s'attendent dans les douze prochains mois à rencontrer de vrais problèmes de recrutement dans certains domaines selon une enquête menée par *The Conference Board* (contre 37 %, six mois plus tôt). Un certain nombre d'entreprises ont ainsi annoncé des augmentations de salaires pour attirer de nouveaux travailleurs, tandis que des États ont mis fin à l'assurance chômage de 300\$ par semaine octroyée par le plan de relance en la tenant pour partie responsable de la pénurie de main-d'œuvre – cette question étant néanmoins sujette à débat.

► 6. L'inflation est en hausse dans les économies occidentales, et en particulier aux États-Unis

glissement sur deux ans annualisé, en %



Note : l'inflation est mesurée ici par le taux annualisé sur deux ans de l'IPCH, permettant de ne pas être affecté par la chute des prix de 2020 qui résultait de conditions de consommation particulières. Eurostat fournit un indicateur d'indice des prix à la consommation harmonisé entre les pays de l'Union européenne et les États-Unis, mais les données pour le Royaume-Uni s'arrêtent fin 2020 avec le *Brexit*. Pour le Royaume-Uni, l'indice est l'IPC non harmonisé fourni par l'ONS.

Lecture : en avril 2021 aux États-Unis, les prix à la consommation étaient supérieurs de 2,1 % par an à leur niveau d'avril 2019.

Source : Eurostat, ONS

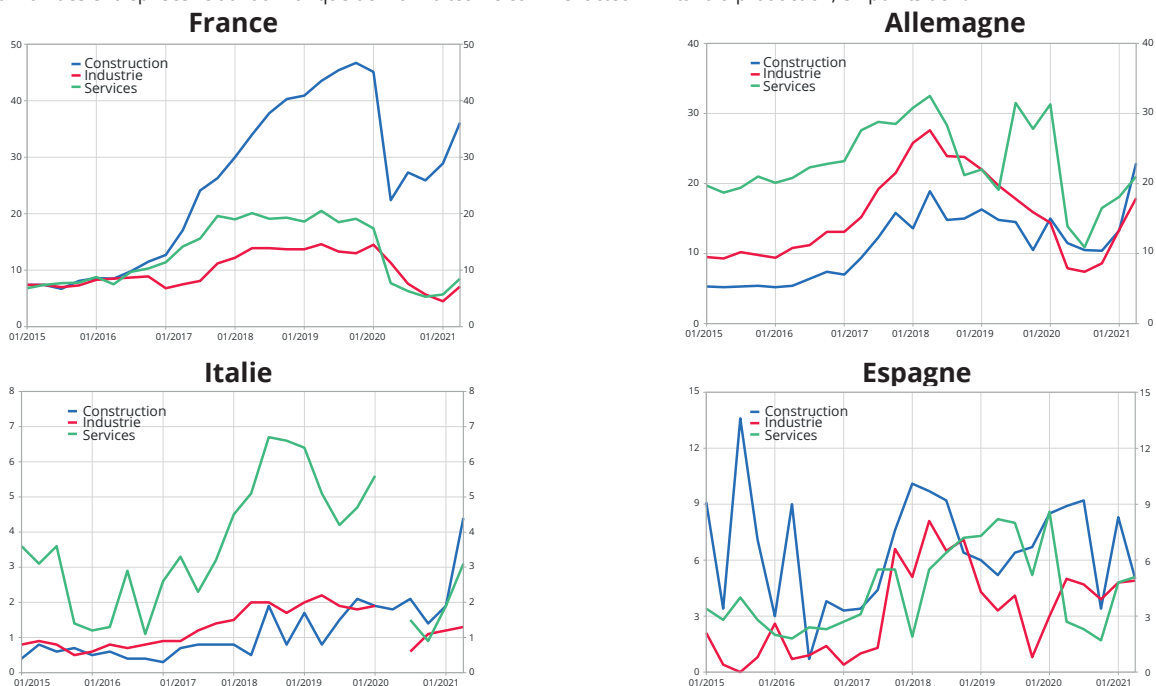
¹ Les difficultés pour mesurer l'IPCH en 2020 (en particulier au printemps) ainsi que l'impossibilité de consommer une partie des biens rendent difficile l'interprétation du glissement annuel de l'IPCH en 2021. Pour contourner cette difficulté, nous utilisons un taux de croissance R sur deux ans, que nous annualisons par la formule $\sqrt[2]{1+R}-1$, afin d'obtenir le taux correspondant sur un an qui aurait été appliqué deux années de suite pour obtenir la même croissance qu'avec R en deux ans.

Conjoncture internationale

En Europe, selon les enquêtes de conjoncture, davantage d'entreprises considèrent que le manque de main-d'œuvre est susceptible de limiter leur production. Le solde d'opinion associé, qui avait diminué nettement au printemps 2020, tend en effet à rebondir. En particulier, en Allemagne, ces difficultés apparaissent dans l'industrie, la construction et les services depuis le troisième trimestre 2020 (► **figure 7**). Dans les autres principaux pays de la zone euro, elles apparaissent moins prégnantes à ce stade : en Italie et en France, c'est essentiellement le secteur de la construction qui est affecté, mais pas autant qu'en 2019. En Espagne, aucun des secteurs ne semble véritablement concerné. Au total, ces difficultés liées au manque de main-d'œuvre ne semblent pas, pour l'instant, de nature à entretenir une boucle « prix-salaires », même s'il ne faut pas exclure une accélération des salaires dans certains secteurs sous tension. ●

► 7. En 2021, certaines entreprises européennes voient resurgir des difficultés de main-d'œuvre

soldes d'opinion des entreprises relatif au manque de main-d'œuvre comme facteur limitant la production, en points de %



Note : ces données sont issues des enquêtes de conjoncture auprès des entreprises. Il s'agit des soldes d'opinion des entreprises ayant identifié le manque de main-d'œuvre comme un facteur limitant la production. Le solde d'opinion est trimestriel dans les secteurs de l'industrie et des services. Il est mensuel dans le secteur de la construction et a été trimestrialisé en conservant le point du mois correspondant au milieu du trimestre. Au mois d'avril 2020, les enquêtes n'ont pas été menées en Italie. Ces statistiques correspondent aux enquêtes européennes centralisées et harmonisées par la DGECEFIN et leur valeur peut différer de celles diffusées par l'Insee à partir de la même source ; les tendances sont néanmoins similaires.

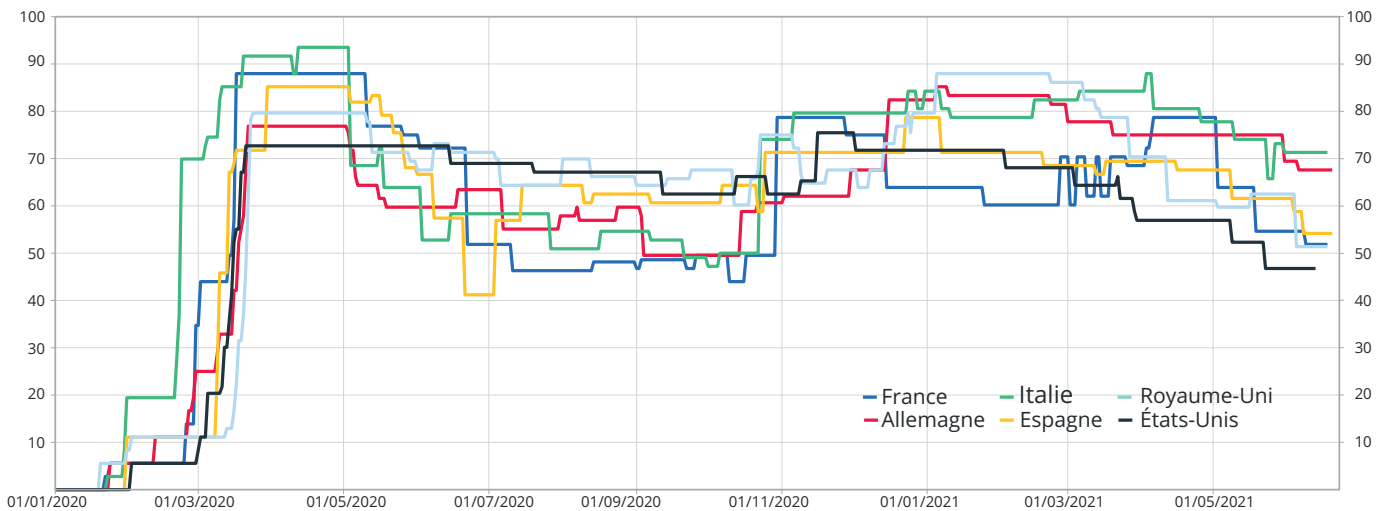
Source : DG ECFIN

commerces « non essentiels » sont ouverts en dehors des couvre-feux régionaux et sous condition de capacité. En France, après la réouverture des écoles fin avril/début mai, les commerces « non essentiels », les terrasses des restaurants ainsi que les activités sportives et de loisirs ont rouvert le 19 mai, puis les salles de restaurants le 9 juin. En Allemagne, avec la diminution du taux d'incidence, les Länder ne sont plus contraints par le « frein d'urgence fédéral » et un certain nombre de restrictions quotidiennes ont été supprimées. En Bavière, des assouplissements ont

été décidés pour la restauration en salle, les réunions privées et les célébrations. Outre-Atlantique, la plupart des restrictions avaient été levées avant le mois de mai : l'indice d'Oxford y est au niveau le plus bas depuis le début de la crise sanitaire. En parallèle de l'allègement des restrictions sanitaires, la vaccination progresse en Europe et aux États-Unis : plus avancée dans les pays anglo-saxons avec plus de 45 % de la population entièrement vaccinée fin juin, elle concerne à cette date entre 25 % et 35 % de la population dans les principales économies de la zone euro.

► 8. En ligne avec l'allègement des restrictions sanitaires, l'indice d'Oxford se rapproche de son niveau de l'été 2020 dans plusieurs pays

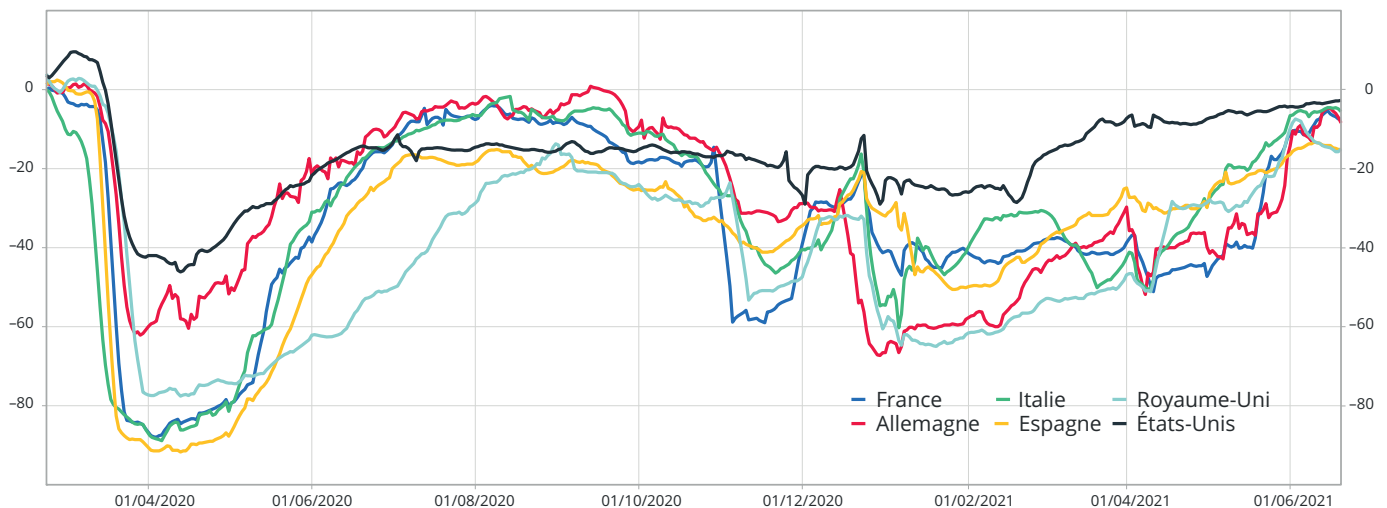
indice de restrictions de l'Université d'Oxford



Note : l'indice d'Oxford recense et synthétise en un indicateur unique l'ensemble des mesures d'endiguement sanitaire, telles que les restrictions de déplacement des personnes et les fermetures des commerces, des administrations et des établissements scolaires. Dernier point entre le 13 et le 20 juin selon les pays. Source : Hale, T., Webster, S., Petherick, A., Phillips, T., et Kirra, B. (2020). Oxford COVID-19 Government Response Tracker, Blavatnik School of Government

► 9. La fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux récréatifs rejoint les niveaux de l'été 2020

en %



Lecture : le 20 juin, la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux récréatifs en France était inférieure de 7,4 % en moyenne mobile sur 7 jours par rapport à la valeur médiane calculée par Google entre le 3 janvier et le 6 février 2020.

Note : la date du dernier point est le 20 juin 2021.

Source : Google Mobility Reports

Conjoncture internationale

Les indicateurs à « haute fréquence » rebondissent nettement avec la levée des restrictions sanitaires en Europe et aux États-Unis

Dans les principales économies occidentales, la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux récréatifs a fortement rebondi, rejoignant pour l'ensemble des pays le niveau de fréquentation de l'été 2020 et se rapprochant ainsi de son niveau d'avant-crise (► **figure 9**). Mi-juin, la fréquentation se situait néanmoins toujours sous son niveau d'avant-crise en Europe et aux États-Unis : entre -15 % en Espagne et au Royaume-Uni et -3 % aux États-Unis.

De façon plus marquée encore, les recherches du sujet « restaurant » sur *Google* bondissent en Europe avec la réouverture des bars et restaurants, dépassant le nombre de recherches d'avant-crise (► **figure 10**). Mi-juin, l'indicateur est supérieur à son niveau d'avant-crise dans l'ensemble des pays européens : entre +8 % en Espagne et +40 % en France. Aux États-Unis, ces recherches se maintiennent depuis mars au-dessus du nombre de recherches d'avant-crise (entre +10 % et +20 %).

Malgré une plus grande mobilité des personnes dans l'ensemble des pays, l'utilisation des transports publics reste plus affectée que la fréquentation des commerces, particulièrement au Royaume-Uni (30 % sous son niveau d'avant-crise, ► **figure 11**). Dans les autres pays, elle

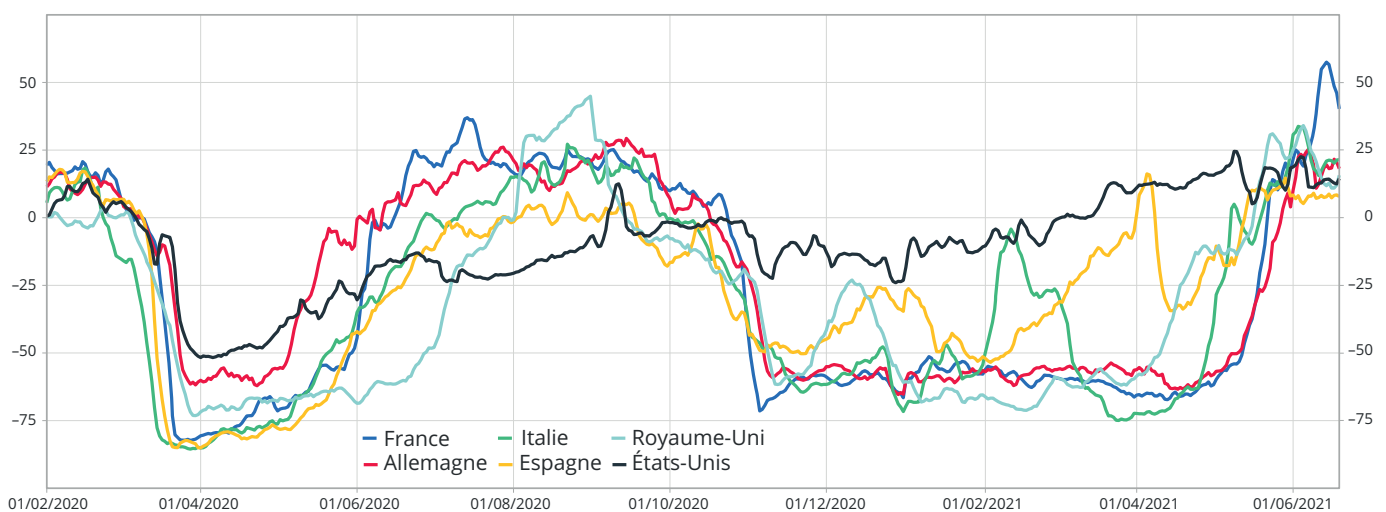
se situe également sous son niveau pré-crise : entre -5 % en France et -16 % aux États-Unis. L'utilisation des transports publics resterait donc affectée par le recours toujours important au télétravail et l'utilisation des moyens de transport individuels.

Prévisions annuelles : l'activité économique, soutenue par la consommation des ménages, rebondirait nettement en 2021

Malgré un début d'année 2021 encore affecté par la crise sanitaire en Europe, l'allègement des restrictions au printemps et l'avancée de la vaccination dans tous les pays permettraient une reprise soutenue de l'activité. Celle-ci continuerait, d'ici la fin de l'année, à se rapprocher de son niveau d'avant-crise du quatrième trimestre 2019, voire le dépasserait (► **figure 12**). La consommation des ménages, composante du PIB particulièrement affectée par la crise, contribuerait principalement à cette reprise (► **figure 13**). Aux États-Unis notamment, où la demande intérieure serait stimulée par les aides massives versées aux ménages, l'activité dépasserait son niveau d'avant-crise dès la mi-année et continuerait à progresser ensuite. Outre la reprise de la consommation, les différents pays européens bénéficieraient également du plan de relance américain et de la reprise de la consommation chinoise (cf. *infra*) par le canal des échanges extérieurs : ce serait le cas notamment de l'Allemagne, dont l'activité rejoindrait son niveau d'avant-crise à la fin de l'année.

► 10. La réouverture des bars et restaurants entraîne un net rebond du nombre de recherches internet du sujet « restaurant » dans l'ensemble des pays

en %



Lecture : le 19 juin, la moyenne mobile sur 7 jours du nombre de recherches du sujet « restaurant » sur *Google* en France était supérieure de 40 % par rapport à la moyenne des moyennes mobiles sur 7 jours des 15 janvier entre 2016 et 2019.

Note : la date du dernier point est le 19 juin 2021.

Source : *Google Trends*

L'activité se situerait encore autour de 3 % sous son niveau d'avant-crise à la fin de l'année en Espagne (écart par rapport au quatrième trimestre 2019) et autour de 2 % en dessous en Italie et au Royaume-Uni.

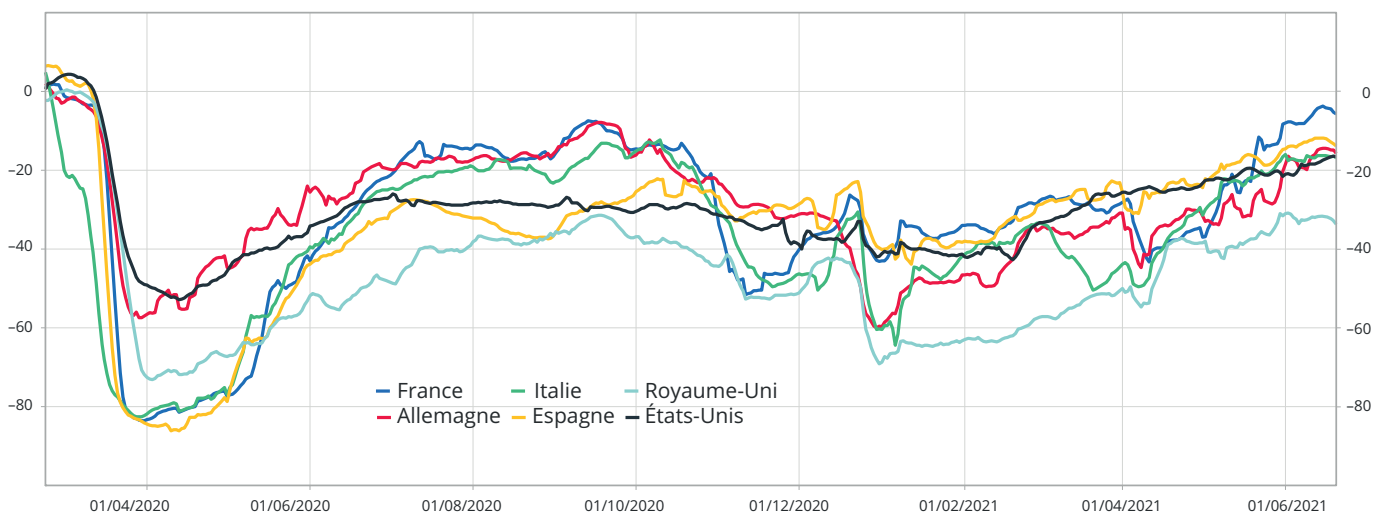
En moyenne sur l'année 2021, l'activité des principales économies européennes rebondirait : +3,5 % en Allemagne, davantage en Italie (+5,0 %), et plus fortement encore en Espagne, en France et au Royaume-Uni (respectivement +5,9 %, +6,0 % et +6,3 %, ► **figure 14**). Le rebond serait également de grande ampleur aux États-Unis (+6,7 %). Une partie de ces hausses d'activité

est mécanique, liée à la forte chute de l'activité en 2020 et ce malgré les reculs qui ont pu avoir lieu début 2021 : au premier trimestre, l'acquis de croissance 2021 se situe entre 1,5 % et 4 % pour les pays étudiés, hormis pour l'Allemagne où il est nul, témoignant du fait que l'intégralité de la croissance prévue pour 2021 résulterait de la progression de l'activité au cours de l'année.

Ce scénario repose sur une disparition progressive de l'épidémie et une reprise forte de la consommation des ménages dont l'ampleur dépendra en partie de leurs anticipations, notamment face à l'inflation.

► 11. L'utilisation des transports publics se redresse mais reste bien inférieure au niveau d'avant-crise en Europe et aux États-Unis

en %



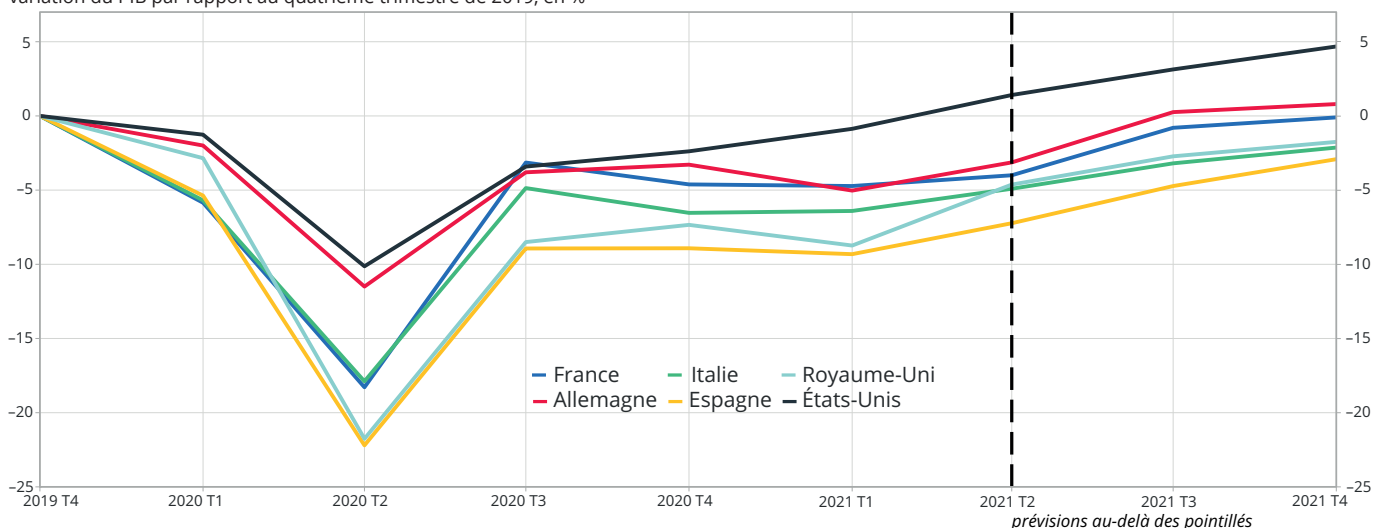
Lecture : le 20 juin, l'utilisation des transports publics en France était inférieure de 5,7 % en moyenne mobile sur 7 jours par rapport à la valeur médiane calculée par Google entre le 3 janvier et le 6 février 2020.

Note : la date du dernier point est le 20 juin 2021.

Source : Google Mobility Reports

► 12. En Europe, l'activité rejoindrait progressivement son niveau d'avant-crise tandis qu'aux États-Unis, elle le dépasserait dès le printemps

variation du PIB par rapport au quatrième trimestre de 2019, en %



Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA

Conjoncture internationale

Il fait également l'hypothèse que les problèmes d'approvisionnement et les goulets d'étranglements dans l'industrie se résorberaient progressivement, et que les faillites d'entreprises resteraient de nouveau limitées en 2021.

La demande extérieure soutient toujours l'économie chinoise

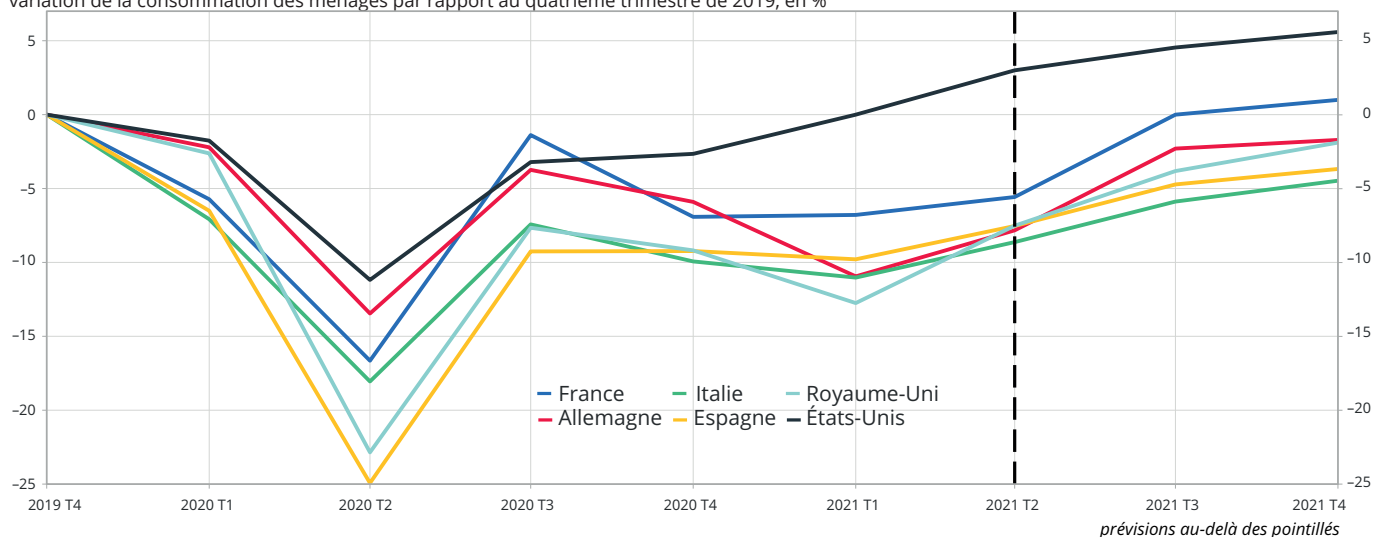
Au premier trimestre 2021, l'économie chinoise a ralenti (+1,2 % après +3,4 % en fin d'année 2020) affectée par la mise en place de mesures strictes de restrictions de déplacement après une remontée du nombre de cas de Covid-19. Toutefois, l'activité chinoise se situait largement

au-dessus de son niveau d'avant-crise (+7,6 % par rapport au quatrième trimestre 2019). Elle continuerait de progresser sur le reste de l'année pour atteindre une croissance de +9,3 % en 2021.

La reprise économique est toujours portée par le dynamisme de la production industrielle (+14,2 % en mai par rapport au mois de mai de 2019). Celle-ci bénéficie en effet d'une demande mondiale toujours soutenue, notamment par la forte reprise aux États-Unis, mais tire aussi parti du ralentissement de la production manufacturière dans d'autres pays frappés par la pandémie (l'Inde par exemple). Ainsi après avoir rebondi

► 13. À l'exception de la France, la consommation des ménages demeurerait en deçà de son niveau d'avant-crise en Europe

variation de la consommation des ménages par rapport au quatrième trimestre de 2019, en %



Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA

► 14. Croissance annuelle du PIB des principales économies occidentales et de la Chine en 2020 et prévisions Insee en 2021

| | 2020 | 2021 |
|-------------|-------|------|
| France | -8,0 | 6,0 |
| Allemagne | -5,1 | 3,5 |
| Italie | -8,9 | 5,0 |
| Espagne | -10,8 | 5,9 |
| Royaume-Uni | -9,8 | 6,3 |
| États-Unis | -3,5 | 6,7 |
| Chine | 2,0 | 9,3 |

■ Prévisions

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, prévisions Insee

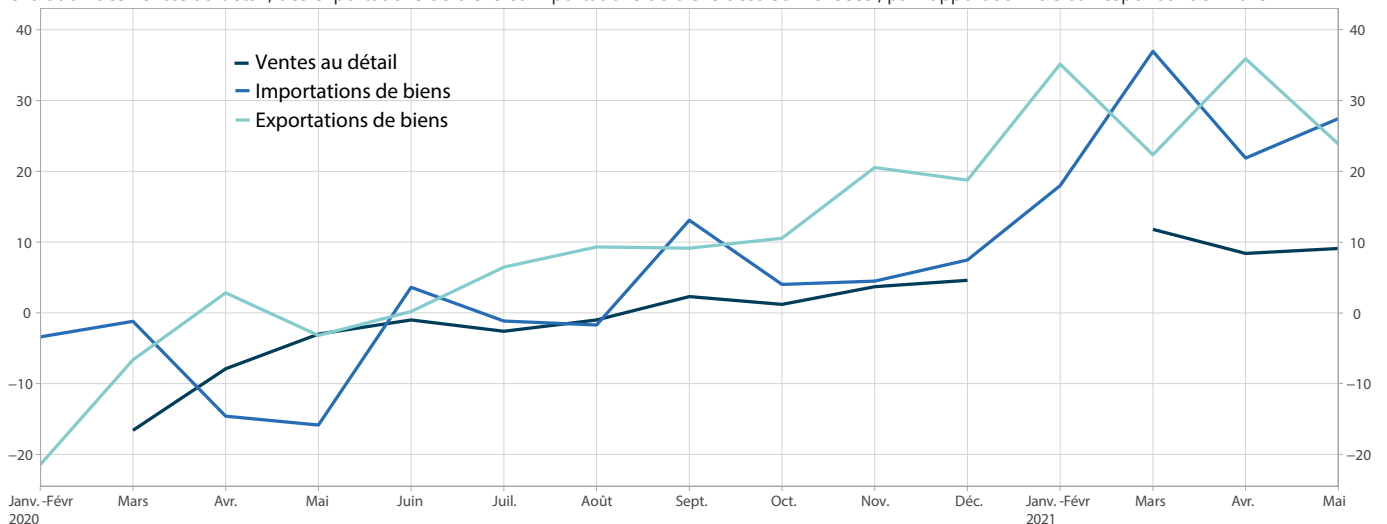
au premier trimestre 2021 (+18,0 % par rapport à leur niveau d'avant-crise après +9,4 % en fin d'année 2020), les exportations chinoises devraient rester vigoureuses en 2021 (► **figure 15**). Elles continueraient à soutenir l'investissement des entreprises, notamment dans le secteur manufacturier, malgré le resserrement de la politique monétaire et le ralentissement de la croissance du crédit.

En mai 2021, les ventes au détail étaient supérieures de 9,1 % à celles de mai 2019, plus dynamiques

qu'en avril (+8,4 %), malgré l'accélération des prix à la consommation (+1,3 % sur un an en mai contre +0,9 % en avril). Cette progression des prix s'explique notamment par l'augmentation des prix de l'essence et du diesel et par celle des prix alimentaires (dont l'évolution est passée de -0,7 % sur un an en avril à +0,3 % en mai). Dans le sillage de la demande intérieure, les importations chinoises ont augmenté de +12,0 % au premier trimestre 2021 par rapport au quatrième trimestre 2019. ●

► 15. Les exportations chinoises restent dynamiques en début d'année 2021

évolution des ventes au détail, des exportations de biens et importations de biens désaisonnalisées, par rapport au mois correspondant en 2019



Note : les mois de janvier et février ont été groupés pour tenir compte du fort impact du Nouvel An chinois à des dates variables selon les années. Les données relatives aux ventes de détail ne sont pas disponibles pour les mois de janvier et février.
Source : NBSC, General Administration of Customs of China, calculs Insee